



LA SITUATION ET LES PERSPECTIVES DES FINANCES PUBLIQUES

Audit des finances publiques

29 juin 2017



LA MÉTHODE DE L'AUDIT

❑ Référence : Programme de stabilité et lois de finances et de financement

2017 = déficit public de 2,8 points de PIB

2018 = réduction du déficit public de 0,5 point de PIB

❑ Analyse à politiques inchangées

Sources d'informations

Analyse de documents

- Programme de stabilité, loi de programmation des finances publiques, lois de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2017
- Informations transmises par les directions du Trésor, du budget et de la sécurité sociale
- Informations transmises par les ministères pour l'élaboration des notes d'exécution budgétaire annexées au rapport de la Cour sur le budget de l'État

Auditions

- Secrétaires généraux et contrôleurs budgétaires et comptables des ministères à forts enjeux
- Commissaire aux participations de l'État (APE)
- Directeurs de l'Unédic et de l'Agirc-Arrco



LES SIX CONSTATS DE LA COUR

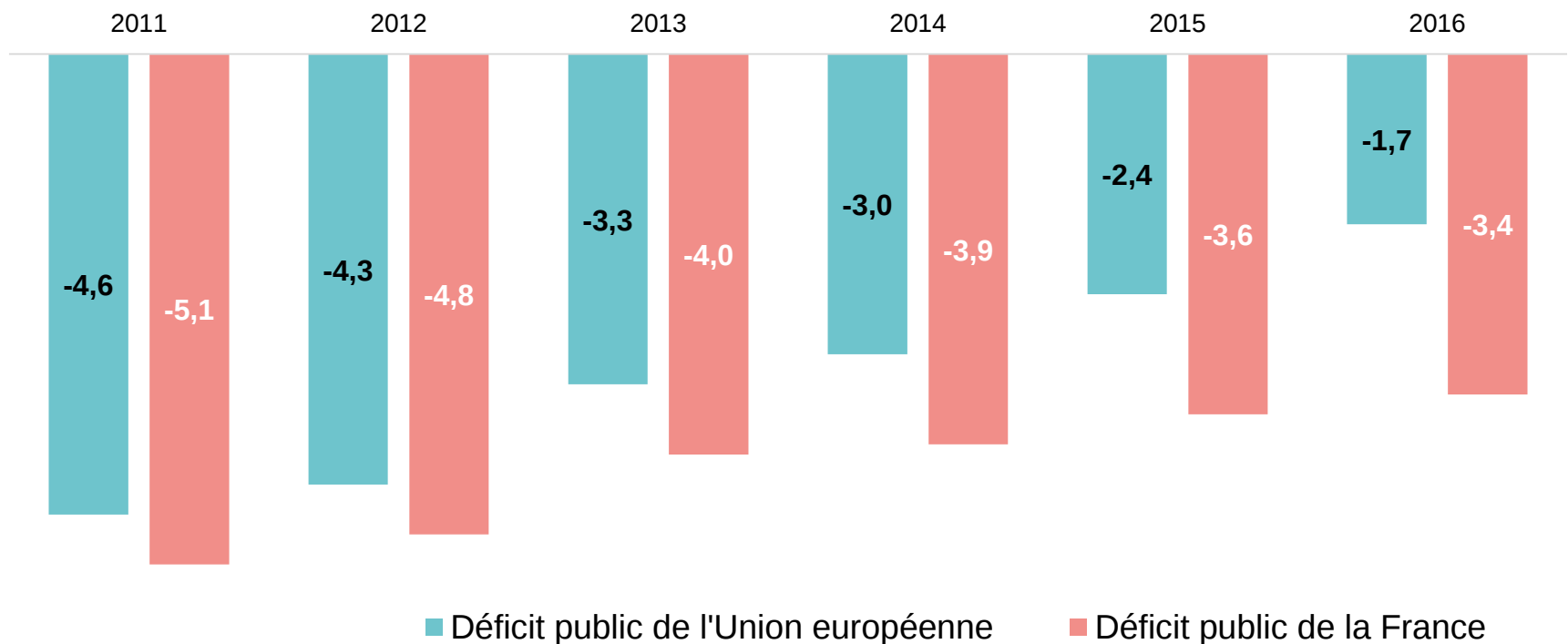
1. Une réduction lente du déficit depuis 2011, en décalage par rapport à nos partenaires européens
2. Une trajectoire financière 2017-2020 entachée de nombreux biais de construction
3. Sans mesures de redressement, un déficit 2017 supérieur à 3 points de PIB
4. Une équation budgétaire plus complexe encore en 2018, et au-delà, nécessitant des efforts d'économies sans précédent
5. Des méthodes à renouveler pour assurer une maîtrise durable des finances publiques
6. Des leviers d'action pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques



UNE RÉDUCTION LENTE
DU DÉFICIT DEPUIS 2011
EN DÉCALAGE PAR RAPPORT
À NOS PARTENAIRES EUROPÉENS



DE 2012 À 2016 : UNE RÉDUCTION CONTINUE MAIS LENTE DES DÉFICITS...



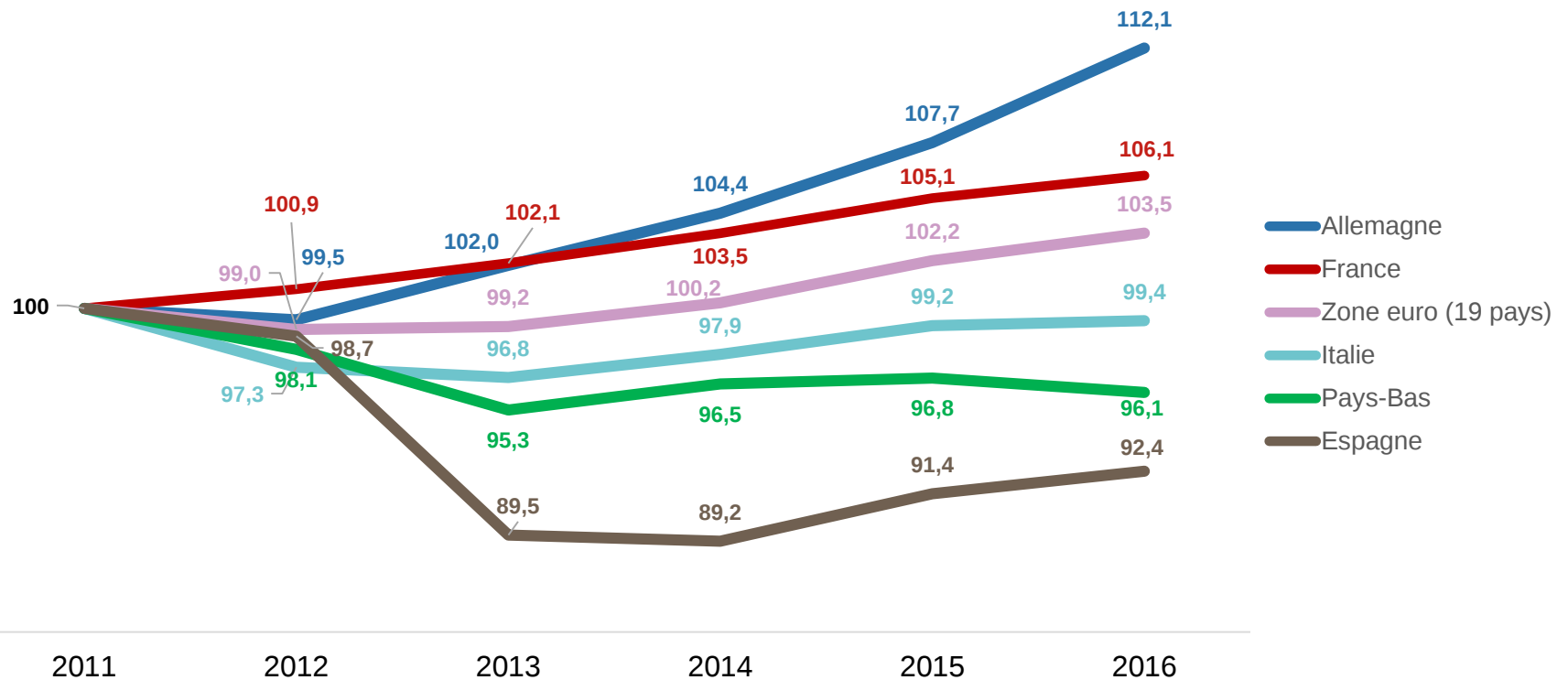
(en points de PIB)

Source : Cour des comptes d'après Eurostat



...QUI N'A QUE PEU PORTÉ SUR LA DÉPENSE

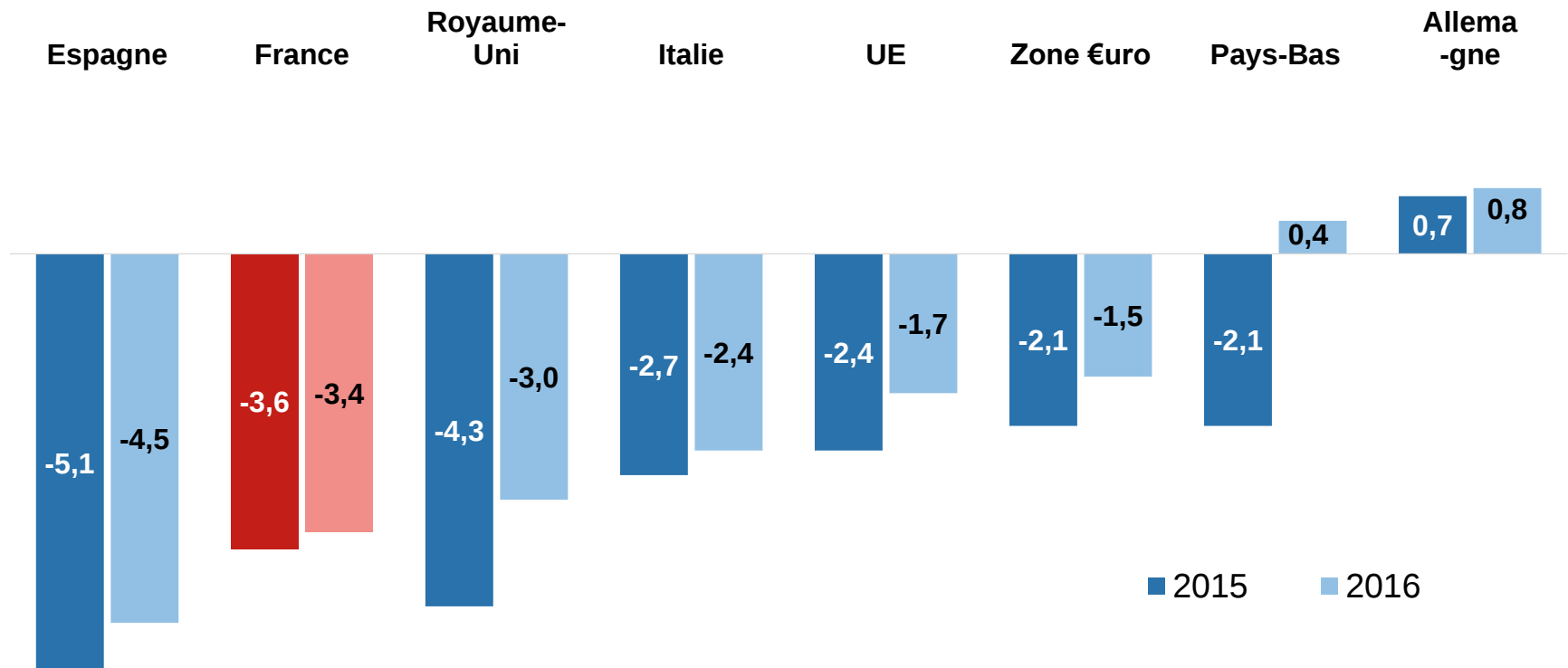
Une évolution de la dépense publique supérieure à celle de nos voisins



Source : Cour des comptes d'après Eurostat



UN DÉFICIT 2016 TOUJOURS ÉLEVÉ

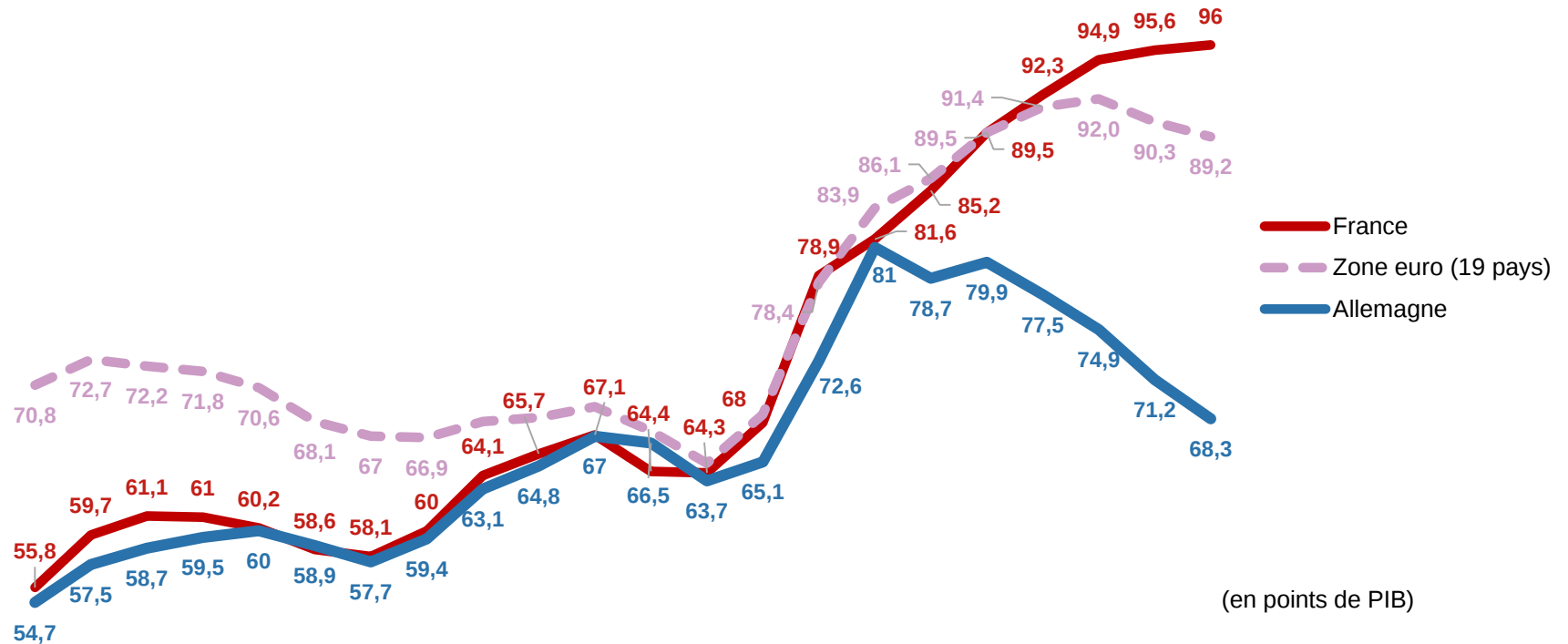


(en points de PIB)

Source : Cour des comptes d'après Eurostat



UNE DETTE QUI CONTINUE DE CROÎTRE EN FRANCE



1995 1996 1997 1998 1999 2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013 2014 2015 2016

Source : Cour des comptes d'après Eurostat



DES BIAIS QUI FONT PESER DES RISQUES SUR LA TRAJECTOIRE 2017-2020 DES FINANCES PUBLIQUES



DES BIAIS DE CONSTRUCTION DANS LA TRAJECTOIRE FINANCIÈRE 2017-2020

2017	0,4 point de PIB (0,1 en recette et 0,3 en dépenses)
2018	0,1 point de PIB en recettes + effort en dépenses sous-estimé pour atteindre l'objectif

**Un indispensable renforcement de la sincérité
des prévisions de finances publiques**

Source : Cour des comptes



SANS MESURES DE REDRESSEMENT,
UN DÉFICIT 2017 SUPÉRIEUR
À 3 POINTS DE PIB



UNE PRÉVISION DE RECETTES 2017 UN PEU ÉLEVÉE

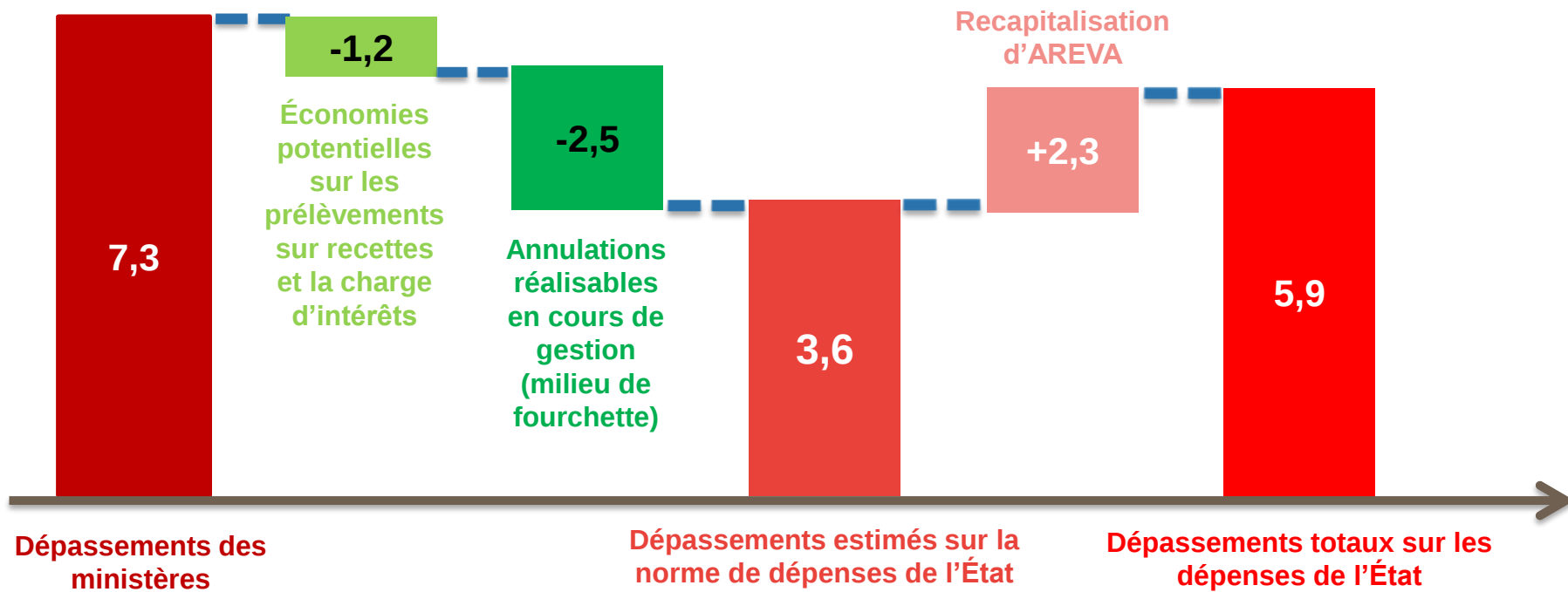
Écart par rapport au Programme de stabilité

Scénario macroéconomique	Plausible
Évolution des prélèvements obligatoires hors fraude	Plausible
Surestimation des recettes issues de la régularisation des avoirs à l'étranger	1 Md€
Surestimation des recettes non fiscales (RNF)	1 Md€
Surestimation totale des recettes	2 Md€

Source : Cour des comptes



DES DÉPENSES 2017 MANIFESTEMENT SOUS-ÉVALUÉES



(en Md€)

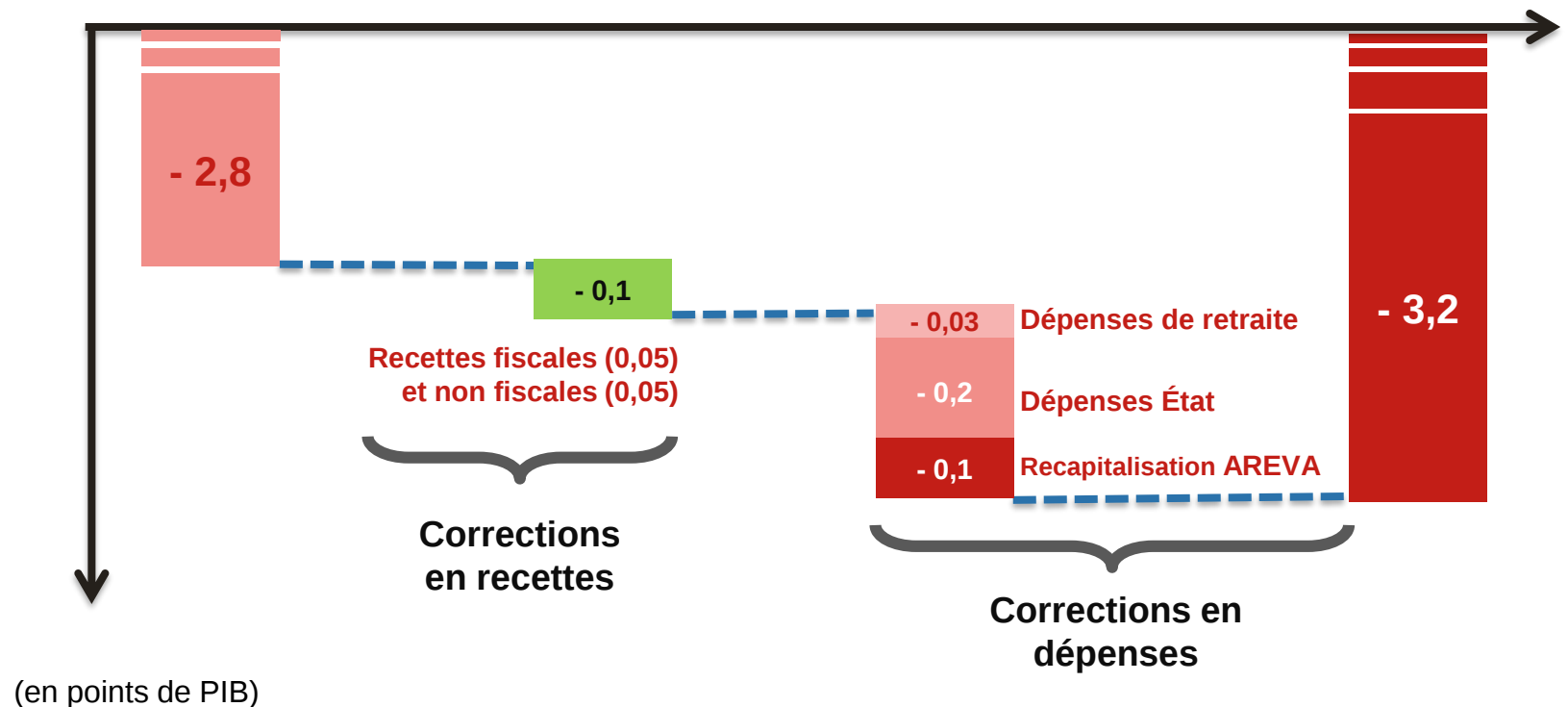
Source : Cour des comptes



UN DÉFICIT 2017 PLUS ÉLEVÉ SANS MESURES DE CORRECTION

Programme de stabilité
(avril 2017)

**Estimation du déficit
à politique inchangée**



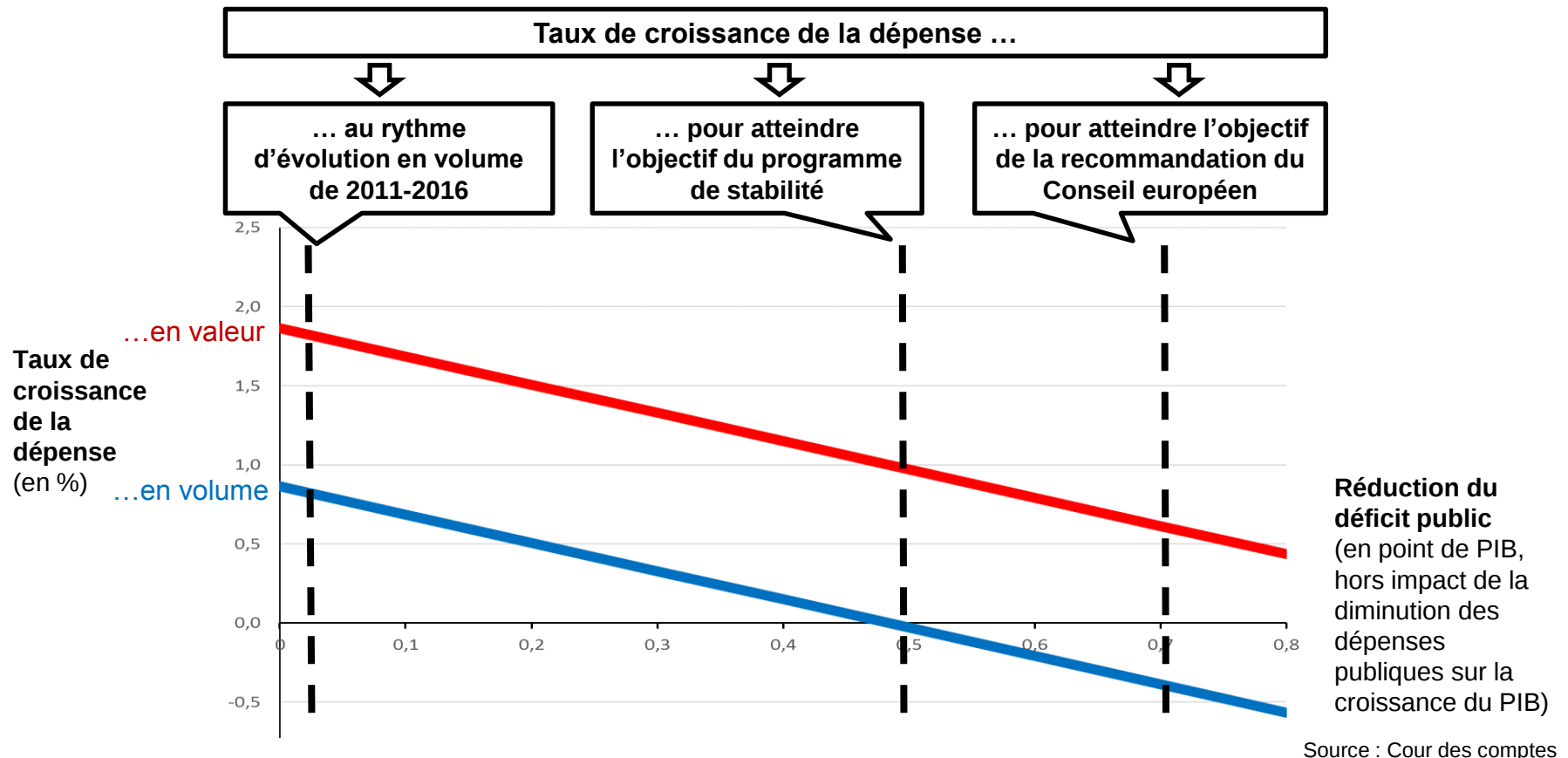
Source : Cour des comptes



UN EFFORT D'ÉCONOMIES
SANS PRÉCÉDENT
NÉCESSAIRE EN 2018 ET AU-DELÀ



UNE STABILISATION SANS PRÉCÉDENT DES DÉPENSES EN VOLUME POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF 2018



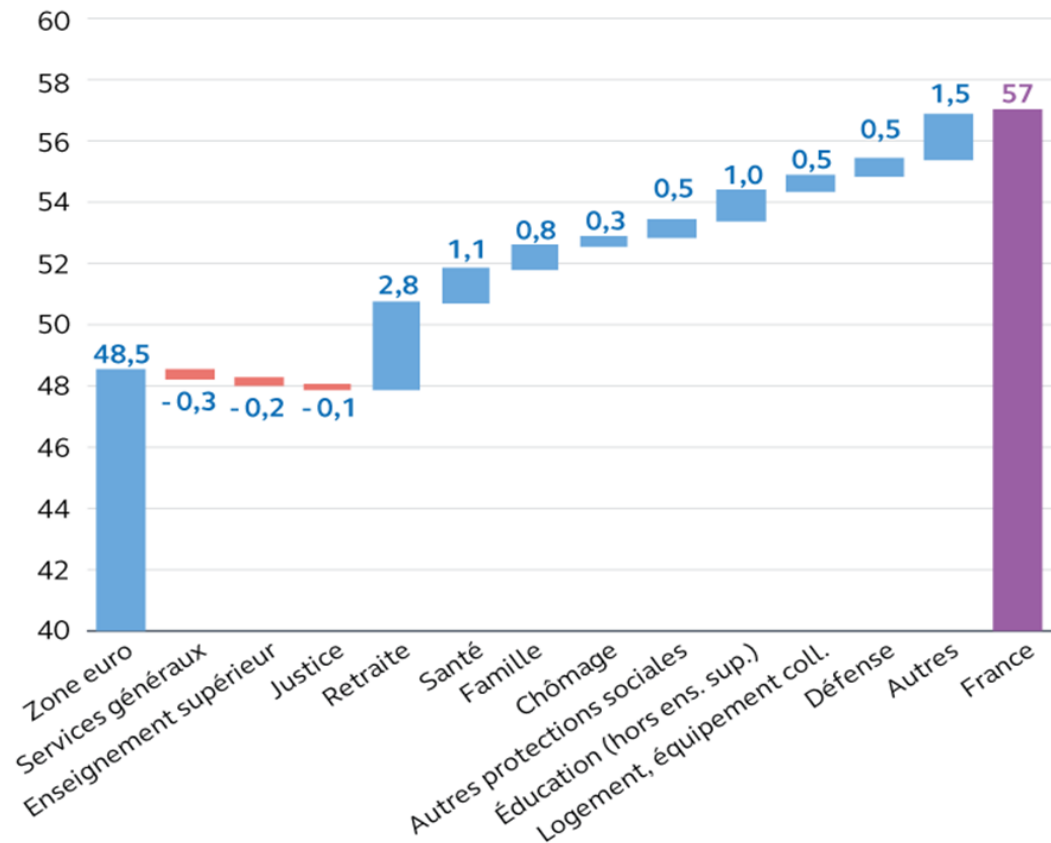


DES MÉTHODES À RENOUVELER POUR ASSURER UNE MAÎTRISE DURABLE DES FINANCES PUBLIQUES



DES DÉPENSES PUBLIQUES PLUS ÉLEVÉES EN FRANCE QUE DANS LA ZONE EURO

Écart de dépenses publiques entre la France et la zone euro (en point de PIB)



Source : Cour des comptes



UNE GOUVERNANCE DES FINANCES PUBLIQUES À RENDRE PLUS COHÉRENTE ET PLUS EFFICACE

- Fixer une règle d'évolution pluriannuelle des dépenses publiques en euros, cohérente avec une cible de baisse du poids de la dépense publique dans le PIB
- Soumettre le programme de stabilité au Parlement
- Associer toutes les administrations publiques en réactivant la conférence nationale des finances publiques



DES LEVIERS D'ACTION POUR AMÉLIORER L'EFFICIENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES



ASSURER UN MEILLEUR CONTRÔLE DE LA MASSE SALARIALE

		Économie (en Md€)
Maîtriser le GVT (glissement vieillesse- technicité)	Gel du point d'indice	2
	Gel d'échelon	3
Agir sur les effectifs	Non-remplacement 1 sur 2 (fonction publique de l'État)	0,6
	Non-remplacement 1 sur 3 (fonctions publiques hospitalière et territoriale)	1,8
Agir sur le temps de travail	Augmenter de 1 % le temps de travail	0,9
	Lutter contre l'absentéisme (jour de carence)	0,4
Supprimer les avantages salariaux non justifiés	Supplément familial de traitement	1,5
	Indemnité de résidence	0,9
	Majorations et indemnités outre-mer	2,2
	Sur-rémunération du temps partiel	0,8



MODERNISER LA GESTION

- Poursuivre les actions de simplification
- Accélérer le développement de l'administration numérique
- Resserrer les réseaux administratifs
- Responsabiliser les gestionnaires
- Intensifier la restructuration de l'immobilier public
- Accélérer la rationalisation des politiques d'achats

Source : Cour des comptes



MIEUX CIBLER LES TRANSFERTS, LES DÉPENSES FISCALES ET LES INVESTISSEMENTS

➤ **Transferts : 663 Md€ en 2015 (hors transferts en capital et crédits d'impôts)**

↳ Gisements d'efficiencia : logement, santé, emploi...

➤ **Dépenses fiscales : 85 Md€ en 2015**

↳ Évaluation insuffisante dans de nombreux secteurs, notamment : développement durable, logement, recherche, outre-mer, ISF-PME, handicap, dépendance

➤ **Investissements : 99 Md€ en 2015**

↳ Renforcement nécessaire du rôle du commissariat général à l'investissement dans l'évaluation socio-économique des projets



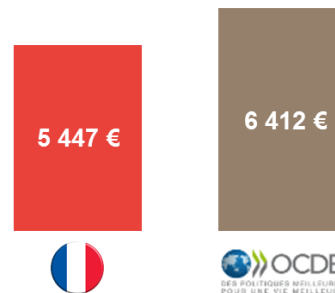
RENFORCER L'EFFICIENCE DES SERVICES PUBLICS PRIORITAIRES

- **La priorité donnée à certains secteurs ne doit pas conduire à les exonérer des efforts d'efficiency**

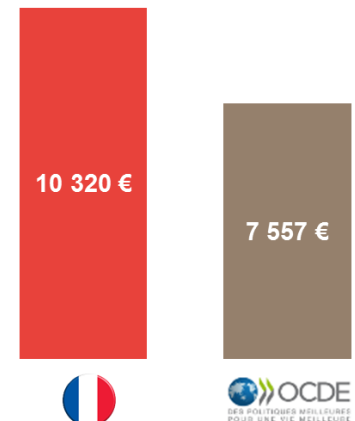
- **Éducation :**

- réduire le coût du lycée pour renforcer les moyens alloués au secteur primaire

Coût annuel d'un écolier



Coût annuel d'un lycéen



- **Sécurité intérieure :**

- améliorer l'organisation territoriale
- renforcer la complémentarité entre police et gendarmerie tout en mutualisant davantage leurs fonctions support

Source : Cour des comptes d'après OCDE